

AGE JEANNE D'ARC-ASSOMPTION

Association loi 1901
1, Place des Droits de l'Homme et du Citoyen
33600 PESSAC

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2022

Françoise RIEUTORT
Commissaire aux Comptes
19, avenue Henri Becquerel 33700 MERIGNAC
Tél. 05 56 13 25 75 - Fax 05 56 13 25 85

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2022

A l'Assemblée Générale de l'association AGE JEANNE D'ARC-ASSOMPTION,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association de Gestion de l'Etablissement Jeanne d'Arc Assomption relatifs à l'exercice clos le 31 août 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2020 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement

et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois

garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mérignac, le 19 décembre 2022



Françoise RIEUTORT
Commissaire aux Comptes

COMPTES ANNUELS



Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/08/2022			31/08/2021
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	7 968	2 663	5 305	6 898
	Autres immobilisations incorporelles (1)	1 550 000	654 442	895 558	947 224
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	39 907		39 907	39 907
	Constructions	2 997 188	2 637 404	359 784	411 655
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	206 212	190 017	16 195	16 290
	Autres immobilisations corporelles	963 920	497 362	466 558	378 397
	Immobilisations corporelles en cours	246 261		246 261	97 656
	Avances et acomptes				
ACTIF CIRCULANT	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	1 451		1 451	251
	TOTAL (I)	6 012 906	3 981 888	2 031 018	1 898 279
COMPTES DE REGULARISATION	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				2 932
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 122	1 157	3 966	278 160
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	91 982		91 982	74 720
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	2 033 941		2 033 941	1 729 935
	Charges constatées d'avance	82 251		82 251	61 595
	TOTAL (II)	2 213 296	1 157	2 212 139	2 147 342
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	8 226 201	3 983 045	4 243 157	4 045 621
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				1 451	251
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/08/2022

31/08/2021

FONDS PROPRES		31/08/2022	31/08/2021
	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	52 747	52 747
	Fonds propres complémentaires	31 618	31 618
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	16 000	16 000
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	2 857 798	2 857 798
	Autres		
	Report à nouveau	110 750	182 471
	Excédent ou déficit de l'exercice	52 769	(71 720)
	Total des fonds propres (situation nette)	3 121 682	3 068 913
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	3 121 682	3 068 913
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		2 178
	Provisions pour charges	81 798	90 219
	Total des provisions	81 798	92 397
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	151 476	230 322
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	81 707	83 258
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	397 544	179 115
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	72 130	82 085
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	23 882	
	Autres dettes	169 547	175 589
	Produits constatés d'avance	143 391	133 942
	Total des dettes	1 039 677	884 310
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		4 243 157	4 045 621
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		52 768,99	(71 720,47)
(1) Dont à moins d'un an		957 969	801 052
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/08/2022

31/08/2021

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	1 974 394	1 776 888
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	983 108	895 320
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	282 982	289 062
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	141	11 084
	Total des produits d'exploitation	3 240 625	2 972 353
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	64 757	39 130
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	(4 227)	(933)
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 615 079	1 578 340
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	53 127	56 984
	Salaires et traitements	942 388	904 273
	Charges sociales	275 836	255 750
	Dotation aux amortissements et dépréciations	193 892	215 046
	Dotation aux provisions		7 318
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	3 091	7 590
	Total des charges d'exploitation	3 143 943	3 063 497
	RESULTAT D'EXPLOITATION	96 682	(91 143)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/08/2022

31/08/2021

RESULTAT D'EXPLOITATION		96 682	(91 143)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 878	2 262
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		1 878	2 262
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	3 817	4 507
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		3 817	4 507
RESULTAT FINANCIER		(1 938)	(2 245)
RESULTAT COURANT avant impôts		94 744	(93 389)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	1 845	4 206
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 178	18 851
	Total des produits exceptionnels	4 023	23 057
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	45 657	948
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		45 657	948
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(41 634)	22 108
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		341	440
TOTAL DES PRODUITS		3 246 526	2 997 672
TOTAL DES CHARGES		3 193 757	3 069 392
EXCEDENT ou DEFICIT		52 769	(71 720)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 4 243 157 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de 3 246 526 euros et un total **charges** de 3 193 757 euros, dégageant ainsi un **résultat** de 52 769 euros.

L'exercice considéré débute le **01/09/2021** et finit le **31/08/2022**.
Il a une durée de 12 mois.

Ces comptes annuels ont été établis par les dirigeants de l'Association. Ils ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC no 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif complété par le règlement ANC no 2020-08 du 4 décembre 2020.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'application du Nouveau plan comptable constitue un changement de méthode comptable.

- *Nom et adresse de l'Ogec : AGE JEANNE D'ARC ASSOMPTION situé au 1, Place des Droits de l'Homme et du Citoyen – 33600 PESSAC et dont l'Ecole Primaire et Maternelle est située au 54 Rue du Luc – 33600 PESSAC*
- *Description de l'objet social : Etablissement d'enseignement privé catholique sous contrat avec l'Etat*
- *Description de la nature et du périmètre des activités réalisées : Enseignement primaire et secondaire général*
- *Objet social : L'association a pour objet de promouvoir le projet Apostolique et Educatif de l'Assomption et ce, en assumant juridique la gestion d'établissements sous la Tutelle Canonique des Religieuses de l'Assomption, qui en garantit le caractère propre... Conformément aux orientations de l'Autorité de tutelle, elle pourra se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.*
- *Nature et périmètre des activités réalisées :*

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Activités pédagogiques	Activités annexes
Enseignement primaire : école maternelle, élémentaire - 15 classes - 423 élèves Enseignement secondaire : collège, lycée général, 20 classes de collège - 587 élèves , 10 classes lycée - 312 élèves	Restauration scolaire Etude surveillée Garderie

Moyens mis en oeuvre :

- Personnel enseignant mis à disposition par l'Etat : effectif - 15 enseignantes primaires - 70 enseignants secondaires
- Personnel salarié Ogec : ETP 36
- Personnel bénévole : RAS

Nom du propriétaire Propriétaire Collège Lycée : ASSOCIATION IMMOBILIERE ASSOMPTION
Propriétaire Ecole : Sœur de la charité de Sainte-Jeanne-Antide-Thouret

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Compte tenu de la nature de ses immobilisations, l'Association n'a pas été en mesure d'identifier de composants significatifs.

L'Association ne prévoit pas de céder ses immobilisations avant l'achèvement de la durée de vie. La durée d'utilisation correspond en pratique aux durées d'usage qui étaient antérieurement pratiquées.

La valeur résiduelle des immobilisations à la fin de leur utilisation étant, pour la quasi-totalité de celle-ci, non significative ou difficilement chiffrable, elle n'a pas été prise en compte.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Logiciels : 3 à 5 ans
- Constructions : 10 à 50 ans
- Agencement des constructions : 10 à 20 ans
- Installations techniques, matériel & outillage industriel : 5 à 10 ans
- Installations générales, agencements : 10 ans
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier : 10 ans.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Faits caractéristiques de l'exercice :

La provision pour acomptes sur voyages constatée antérieurement a été totalement reprise. Les travaux de rénovation de l'école ont été enregistrés en immobilisations en-cours, des pourparlers sont en-cours pour refacturer les dépenses à la charge du futur propriétaire soit l'AIA.

La refacturation des charges et des mises à disposition conclues entre JDA PESSAC et Assomption Sainte Clotilde a fait l'objet d'une nouvelle convention conclue le 21.11.2021.

La subvention du Département est versée pour l'année civile, nous avons tenu compte d'une quote-part de 4/12 constatée d'avance sur les deux forfaits externat matériel et personnel (pour rappel la part matériel n'avait pas été répartie sur l'année scolaire sur l'exercice (n-2))

Les immobilisations en-cours comprenant les honoraires d'études et d'audit sur les installations techniques ont été passées en honoraires techniques pour 24 468 euro et les travaux préparatoires du self de 39 212 euro ont été soldés sans suite.

Des conventions ERASMUS ont été conclues sur la période 2021/2022 et 2022/2023. Les

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

montants encaissés pour le lycée est de 11 778 Euro et pour le collège de 200 920 Euro..

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les apports de l'AGE JEANNE D'ARC- ASSOMPTION à l'Association Immobilière Assomption comptabilisés durant l'exercice 2008-2009 dans les comptes de l'AGE JDE en compte 2080001 (autres immobilisations incorporelles) " apport à l'AIA", font l'objet d'un amortissement sur 30 ans.

PROVISION DES INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE

Le code de travail, les conventions collectives et autres accords négociés font l'obligation à tous les employeurs de verser une indemnité de retraite. La méthode utilisée est une méthode restropective prorata temporis avec l'application d'une table de mortalité.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Caution Pessac : Caution solidaire de la ville de Pessac en date du 13 février 2014 et du 20 mai 2010 à l'égard du Crédit Mutuel sur deux emprunts en-cours au 31.08.

Droit de reprise AIA : Existence d'un droit de reprise au profit de l'AGE JDA sur les fonds (1 550 000 euros) que ladite association a apportés par convention en date du 18 décembre 2008 à l'Association Immobilière Assomption, et ce en cas de survenance de l'un des événements prévus dans les conventions d'apports à savoir :

- dissolution de l'association bénéficiaire quelle qu'en soit la cause
- non respect de l'une des conditions stipulées au titre des charges et conditions de l'apport.

TRANSFERT DE CHARGES

Il s'agit de la convention de mise à disposition conclue entre ASSOMPTION PESSAC et ASSOMPTION SAINTE CLOTILDE.

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/08/2022
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	603 845	53 260		657 106
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	603 845	53 260		657 106
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui	2 579 521	51 871		2 631 392
	instal. agencement aménagement	6 012			6 012
	Instal technique, matériel outillage industriels	185 669	4 348		190 017
	Autres instal., agencement, aménagement divers	253 229	29 362		282 591
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	165 135	53 893	4 258	214 771
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 109 565	139 475	4 258	3 324 782
TOTAL		3 793 410	192 735	4 258	3 981 888

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/08/2022
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	90 219		8 421	81 798
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	2 178		2 178	
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	92 397		10 599	81 798
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers		1 157		1 157
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION		1 157		1 157
TOTAL GENERAL		92 397	1 157	10 599	82 955
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			1 157	8 421 2 178	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/08/2022	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	1 451	1 451	
	Clients, usagers douteux ou litigieux	1 157	1 157	
	Autres créances clients, usagers	3 966	3 966	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	2 786	2 786	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	244	244	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	88 952	88 952	
	Charges constatées d'avance	82 251	82 251	
	TOTAL DES CREANCES	180 806	180 806	
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/08/2022	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	151 476	151 476		
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	397 544	397 544		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	15 472	15 472		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	40 980	40 980		
	Impôts sur les bénéfices	341	341		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	15 337	15 337		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	23 882	23 882		
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	169 547	169 547		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	143 391	143 391		
	TOTAL DES DETTES	957 969	957 969		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	78 846			
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/08/2021	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/08/2022
Fonds propres sans droit de reprise	84 365				84 365
Fonds propres avec droit de reprise	16 000				16 000
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	2 857 798				2 857 798
Autres réserves					
Report à nouveau	182 471	(71 720)			110 750
Excédent ou déficit de l'exercice	(71 720)	71 720	52 769		52 769
Situation nette	3 068 913		52 769		3 121 682
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	3 068 913		52 769		3 121 682

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/08/2022
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			143 391
Subventions Département Matériel et personnel		143 391	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			143 391

La subvention du Département est versée pour l'année civile, nous avons tenu compte d'une quote-part de 4/12 constatée d'avance sur les deux forfaits externat (en (n-1))

Concours publics et subventions

31/08/2022

Etat exprimé en euros

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics		981 895				981 895
Subventions d'exploitation		1 213				1 213
Subventions d'investissement						
TOTAL		983 108				983 108

983 108

Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
FORFAIT EXTERNAT	293 267		
FORFAIT MATERIEL	196 307		
FORFAIT PERSONNEL	165 661		
FORFAIT COMMUNAL	326 660		
DIVERS SUBVENTIONS		1 213	
Totalisation	981 895	1 213	

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/08/2022

Total des produits exceptionnels		4 023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		1 845
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPE	1 525	
AUTRES PDTS EXCEPTIONNELS SOLD	320	
Reprises sur provisions et transferts de charges		2 178
REPRISES SUR PROVISIONS POUR R	2 178	
Total des charges exceptionnelles		45 657
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		45 657
DONS - PROJETS SOLIDARITE	6 345	
PERTES SUR EXERCICES ANTERIEUR	39 312	
Résultat exceptionnel		(41 634)